En lisant Jacques de Larosière

Posté le : 14 mai 2016 16:35 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Crise mondiale, Histoire économique récente, Economie et politique

« 50 ans de crises financières » est un titre accrocheur (Merci Odile Jacob !) mais parfaitement trompeur. Le lecteur s'attend à un ouvrage sinon technique (encore que…) du moins très précis sur les décisions fondamentales prises dans les cinquante dernières années qui ont conduit au désastre actuel. Jacques de Larosière n'est pas un simple observateur. Il a été au cœur du réacteur. Il était donc plus qu'important d'avoir et son témoignage et son jugement sur ce qui a été défait de façon aussi inconséquente, avec des conséquences aussi dramatiques. Sa carrière couvre quasiment exactement la période qui a vu « La Crise » s'installer et devenir pratiquement insurmontable. Il n'a pas été simplement le compagnon du désastre mais un de ses acteurs majeurs.

Au lieu de cela, nous avons une courte et creuse autobiographie d'un personnage aussi parfaitement lisse que pourrait l'être un prototype de haut fonctionnaire français ayant cumulé à la satisfaction générale tous les hautes fonctions nationales et internationales possibles. Une carrière si belle suscite le respect. Ce fut parfait ! Bravo !

Tous les poncifs du genre défilent avec distinction. L'épouse remarquable, les enfants superbes, les interlocuteurs délicieux, dont beaucoup deviennent des amis, les séparations émouvantes avec les employés-modèle à chaque départ d'une haute fonction. Et la pêche à la mouche ou au thon avec quelques grands de ce monde qui aurait pu valoir trois phrases amusantes à Pêche, Chasse et Nature.

L'ennui, c'est qu'on nous a annoncé des analyses perforantes sur les causes de 50 ans de crises financières. Et qu'on ne trouve pas dix pages dans tout le livre sur les questions clé que pose le passage de l'économie mondiale en mode baudruche jusqu'à son effondrement en 2007-2008. Allons, soyons généreux : 100 lignes dignes du titre. C'est peu.

Pour nous, la question centrale à laquelle nous cherchions une réponse sérieuse était la suivante : comment a-t-on pu signer les accords de la Jamaïque qui ont provoqué le désastre. C'est à partir ce moment que l'économie a basculé dans le n'importe quoi et qu'a été institutionnalisé la baisse constante du trend, la montée de l'endettement global à des niveaux intenables et les crises périodiques de plus en plus sévères. Les accords signés à Kingston, c'est l'erreur absolue, le poison lent instillé dans les artères de l'économie mondiale, la source de tous nos maux actuels, même si l'Europe a aggravé les choses avec l'organisation inepte de la zone Euro et la France ajouté ses propres délires fiscaux.

Qui était le « sherpa » chargé de préparer ces accords ? Jacques de Larosière ! Alors, qu'a-t-il à dire ?

« Le groupe des dix désireux de trouver une solution décida de s'en remettre à la France et aux Etats-Unis ». « Jeune directeur du Trésor depuis juin 1974, je fus chargé de la négociation côté français ».

A l'hôtel du Mont Washington, à Bretton Woods, en juillet 1944, la France n'était rien. Le rapport Istel et Alphand avait été écarté d'un revers de la main dès les premières phases préparatoires un an plus tôt et la délégation française luttait pour faire reconnaître sa représentativité. Elle n'eût aucun poids, en dépit de l'envoi d'un éminent représentant du Trésor (déjà), et l'arrivée tardive de Pierre Mendès France. Pour construire la prospérité, nous n'étions pas là. Pour la déconstruire, nous étions

en tête de cordée !

« Mon interlocuteur était le banquier Ed Yeo, sous-secrétaire d'état au trésor […] une force de la nature animée d'une énergie débordante ».

C'est là une grande tradition tactique américaine. Ils envoient au front des pitbulls qui n'ont qu'un leitmotiv : ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour le monde, et une seule consigne : vous ne signerez que ce qui peut passer au congrès. On est plus dans le diktat que dans la négociation.

Il aurait été intéressant de savoir ce que furent les grands thèmes de cette négociation, les affrontements éventuels sur les objectifs et les moyens. On ne trouvera qu'une seule ligne : « nous finîmes par trouver un accord juste avant la réunion du Groupe des Dix qui se tînt à Rambouillet le 17 novembre 1975 ». Fermer le banc tout est dit. On est bien content.

On sait que M. Giscard, fit un peu plus tard, à Kingston, au bord de la piscine où se pressaient Gérald Ford et les autres grands dirigeants, une exposition de sa plastique en maillot de bain qui fut très commentée. On est encore plus content.

Continuons de lire notre négociateur :

« Les Accords de la Jamaïque mettaient fin au régime des parités fixes, légalisaient le flottement et abolissaient le statut officiel de l'or. Néanmoins quelques signes étaient donnés où la France voulait voir la volonté d'une certaine discipline : - la politique devait s'exercer sous la « ferme surveillance » du FMI ; - Le retour à terme à un système de parité fixes mais ajustables était envisagé comme un objectif.

Mais force est de reconnaître que ces vœux restaient théoriques.

En regardant ces évènements avec le recul du temps, je ne me sens pas particulièrement fier des résultats de la négociation. La réalité était que le flottement était libre. L'illusion était que cette liberté pourrait être contrôlée et constituer un « système ». On a sous estimé à l'époque la portée de l'effondrement du système de Bretton Woods. On a vu à l'usage combien le flottement des monnaies a encouragé le laxisme budgétaire et monétaire dont les effets cumulés nous écrasent aujourd'hui. Comment imaginer qu'un tel régime de liberté incontrôlée puisse être compatible avec une coopération économique mondiale et avec la stabilité du système financier. Bien que trop rarement dénoncé, cette enchaînement de conséquences de la décision d'août 1971 est à mon sens à l'origine de nombre des déséquilibres structurels d'aujourd'hui ».

C'est tout ? Oui c'est tout.

Il serait fort injuste de tenir rigueur au « jeune directeur du Trésor » d'avoir ainsi négocié le plus grand désastre économique depuis 1929. Que faisait le Ministre des finances de l'époque ? Où était Jean-Pierre Fourcade, inspecteur des finances, ami de Giscard, la dernière coiffure en brosse de la République et l'heureux concepteur de Bison Futé, qui fera une longue et lucrative carrière comme sénateur maire inamovible dans l'ouest parisien ? Il a publié en 2015 des mémoires qui passèrent totalement inaperçues et qui ne disent rien sur le sujet. Que faisait Giscard, qui en définitive porte la responsabilité principale. Sous De gaulle il naviguait en pleine ambiguïté. Il pouvait désormais parler en maître. Il n'a rien dit, rien fait ? Où étaient l'Europe et les européistes ?

Les Etats-Unis ont imposé leur point de vue sans opposition autre que marginale, feutrée et pusillanime. On retrouvera le pitbull Yeo un peu plus tard pour torpiller une idée du FMI « tendant à créer un compte de substitution » où les dollars auraient été changés en DTS, évitant que l'accumulation des balances dollars générées par les déficits n'induise une création monétaire débridée. « C'était peut être la dernière chance d'assainir le système monétaire international ».

La totale docilité des européens et plus généralement des pays de l'Alliance Atlantique vis-à-vis des Etats-Unis est une tragédie. Elle dure encore. Il est vrai qu'aucune belle carrière internationale ne serait possible sans être totalement soumis. Pour un fonctionnaire, habitué à servir le souverain, la soumission est en quelque sorte institutionnelle. Le souverain décide, le fonctionnaire exécute. Lorsque, de plus, le souverain n'a plus de souveraineté, il s'exécute d'autant plus vite.

La mansuétude que l'on peut accorder au sherpa des accords de la Jamaïque n'est pas de mise quand on s'attache à l'action du directeur général du FMI qu'il fut peu après.

Le directeur du FMI est indépendant, extrêmement bien payé, et a le pouvoir de parler et d'agir. Bien sûr, il n'est que directeur et le conseil d'administration est là. Mais tout de même. Le FMI a un rôle statutaire dans l'avertissement des grands de ce monde sur les dysfonctionnements économiques et monétaires. Le système des changes flottants ne marche pas, n'a jamais marché et ne marchera jamais. Il appartenait au FMI de surveiller les mouvements croisés liés aux déficits et aux excédents immenses, d'étudier leurs conséquences, et de prévenir le monde. Personne ne pouvait empêcher le directeur général de mobiliser ses économistes (les plus chers payés du monde) pour voir, comprendre, faire savoir et alerter. Rien de tout cela ne fut tenté. Jacques de Larosière indique qu'il écrivit ***à titre personnel*** quelques avertissements sur les conséquences néfastes de la montée de l'endettement. On croit rêver. Lorsqu'on dirige une institution multilatérale extrêmement bien dotée et chargée d'alerter sur les risques économiques et monétaires mondiaux, on ne se contente pas d'écrire des « pamphlets » qui « n'eurent aucune influence ». Il est vrai que le bon Yeo invita notre auteur à pêcher en famille le « blue fish » à Cape Cod. Ce n'est pas parce qu'on est pêcheur qu'on n'est pas pécheur. Jacques Rueff avait tout dit sur le *péché monétaire de l'Occident*.

Il se trouve que Larosière est encore dans le coup d'un autre gros dysfonctionnement structurel : la création d'une zone euro sans organe de direction. Il signe le rapport Delors et s'en dédouane en précisant : « On a parfois reproché à ce rapport d'avoir esquivé la question de l'indispensable coordination économique entre membres de l'Union. En fait le document soulignait bien l'importance de cette coordination. Mais le comité avait été chargé de faire des recommandations sur les aspects monétaires de l'union et non sur son organisation économique ». Là aussi l'auteur explique en détail pourquoi la solution est très mauvaise et n'hésite pas à souligner tout le mal d'une solution qu'il a signée. Il s'en dédouane un peu facilement. Comme dans la négociation avec Yéo, on se contente de vague réserves dont on sait qu'elles ne sont là que pour faire beau car elles sont virtuelles. C'est bien d'écrire en 2016 qu'une zone monétaire unique impose une gestion macro économique différenciée et une coordination. Mais un peu tard !

Nous passerons sur le reste des missions qui ont été confiées à notre auteur, notamment à la Berd, où il nettoiera les écuries laissées un peu sales par J. Attali, à la Banque de France où il sera sévèrement accroché par la Justice dans l'affaire du Crédit Lyonnais comme responsable de la Commission bancaire et qui finira sa carrière en soutien de Michel Pébereau et de la banque universelle.

Pour nous l'importance de Jacques de Larosière ne tient pas à son action passée, mais à sa dénonciation **hic et nunc** des trois dysfonctionnements qui font l'objet de nos travaux et combats publics depuis vingt ans :

- Oui, la crise actuelle est due aux cinquante années de désordre monétaire provoqué par l'abandon des disciplines de bretton Woods. Il est bien qu'un des grands acteurs de l'action publique nationale et internationale le dise enfin haut et fort.

- Oui un système de monnaie unique sans coordinateur est une absurdité dangereuse.

- Oui un pays comme la France qui refuse toute réforme structurelle et s'enfonce dans l'hyper fiscalité et le socialisme anti économique est mal parti.

On nous dit parfois que nous sommes seuls à nous battre sur des positions qui seraient étonnantes, hétérodoxes, marginales et peut être même saugrenues.

Si le récit historique contenu dans les micro-mémoires de Jacques de Larosière est consternant, son diagnostic lui est pleinement valable et mérite d'être amplifié.

Les idées que nous défendons ne sont pas marginales. Elles forment le cœur d'un consensus qu'il est facile de constater dans les discussions privées et pratiquement impossible de faire admettre à des dirigeants lorsqu'ils sont aux affaires.

La vérité est qu'**il n'y a pas d'alternative**.

Oui il faut mettre fin au flottement des monnaies et à l'absence de système coopératif dans le domaine de la monnaie et de la finance internationale.

Oui il faut un Chancelier de la zone Euro, appuyé sur un dispositif démocratique fort et **coordonnant** tous les aspects de la vie économique et sociale conditionnant la valeur de la monnaie (et non un gouvernement économique de la zone euro).

Oui, il faut réformer de fond en comble le système économique et social français avant qu'il ne s'effondre définitivement.

Grâce soit rendue à Jacques de Larosière de souligner la pertinence de ces trois thèses.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile.